### Conseil Départemental du Loiret

REPUBLIQUE FRANCAISE DEPARTEMENT DU LOIRET

POLE CITOYENNETE ET COHESION SOCIALE DIRECTION DES RESSOURCES ET DE L'OFFRE MEDICO-SOCIALE

Ref: 75648

## ARRETE Le Président du Conseil Départemental du Loiret

# Arrêté fixant les tarifs hébergement pour les 6 lits habilités à l'aide sociale 2024 de l'EHPAD « Les Jardins de la Loire » à BONNY SUR LOIRE

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de l'action sociale et des familles,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'ordonnance n°2005-1477 du 1er décembre 2005,

Vu le décret n° 2001-388 du 4 mai 2001 modifiant le décret n° 99-316 du 26 avril 1999,

Vu le décret n° 2004-1136 du 21 octobre 2004 relatif au code de l'action sociale et des familles (partie réglementaire),

Vu le décret n°2006-422 du 7 avril 2006,

Vu l'article L 351-1 du code de l'action sociale et des familles,

Vu la convention tripartite pluriannuelle signée le 18 décembre 2015,

Vu la convention habilitation à l'aide sociale signée le 27 octobre 2009,

Vu la publication des délibérations du Département du Loiret en date du 22 février 2024 relative au vote du budget primitif 2024,

Sur proposition du Directeur général des services départementaux,

### Conseil Départemental du Loiret REPUBLIQUE FRANÇAISE

### DEPARTEMENT DU LOIRET

#### Arrête

Article 1 : Le tarif hébergement pour les lits habilités à l'aide sociale est fixé à compter du 1<sup>er</sup> juin 2024 à :

- 61,00 € par jour pour l'hébergement temporaire et pour l'hébergement permanent des personnes âgées de plus de 60 ans,
- 78.44 € par jour pour l'hébergement temporaire et pour l'hébergement permanent des personnes âgées de moins de 60 ans.

Article 2 Cette décision peut être contestée dans un délai d'un mois à compter de la réception de la notification par les personnes auxquelles elle a été notifiée ou de sa publication par les tiers en formulant:

- un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Département du Loiret,
- un recours contentieux qui doit être porté devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANTES. Cour administrative d'appel de Nantes. 2 place de l'Edit de Nantes - BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04.

Le Directeur général des services départementaux, le Président du conseil d'administration de l'EHPAD sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ils recevront ampliation et qui sera inséré au Bulletin Officiel du Département du Loiret.

Fait à ORLEANS, le 2 4 MAI 2024

Pour le Président et par délégation,

Jean-Luc MONFOR

Responsable du Service Expertise Financière Pôle Citoyenneté et Cohésion Sociale